

Convention collective d'arrondissement

IDCC : 1592. – **MÉTALLURGIE DU VALENCIENNOIS
ET DU CAMBRÉSIS (NORD)**

(13 juillet 1990)

(Bulletin officiel n° 1990-17 bis)

(Etendue par arrêté du 10 juillet 1991,
Journal officiel du 24 juillet 1991)

AVENANT DU 1^{ER} JUILLET 2005

RELATIF AUX MODIFICATIONS DU RÉGIME DE PRÉVOYANCE
ET AUX GARANTIES EN CAS DE SUSPENSION DU CONTRAT DE TRAVAIL

NOR : *ASET0551068M*

IDCC : 1592

Entre :

L'union des industries et métiers de la métallurgie du Valenciennois et du
Cambrésis,

D'une part, et

La CFDT ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu d'apporter les modifications suivantes :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'article 11.2 sont modifiées comme suit :

« Les établissements mettront en place, après consultation du comité d'établissement s'il existe ou à défaut des délégués du personnel, un régime de prévoyance couvrant les salariés visés à l'article 1.1.1 dans les conditions suivantes :

- ce régime comprendra nécessairement un volet portant sur les indemnités journalières en cas d'incapacité temporaire de travail ;
- l'employeur consacrera, au bénéfice des salariés, à ce régime de prévoyance, un minimum de 0,50 % des rémunérations annuelles hiérarchiques garanties (RAHG) du coefficient 190 de la grille des travail-

leurs manuels. Cette cotisation sera calculée sur la base de la RAHG en vigueur au 1^{er} janvier de l'année considérée pour la durée légale du travail. Elle sera réduite, *pro rata temporis*, pour les salariés soumis à un horaire de travail effectif inférieur à la durée légale du travail, ainsi que pour ceux dont la condition d'ancienneté a été remplie en cours d'année ou dont le contrat de travail a pris fin en cours d'année ;

- cette obligation ne se cumule pas avec des avantages de même nature existant déjà dans l'établissement pour tout ou partie du personnel concerné ;
- cette obligation devra être concrétisée au plus tard 1 an après la date d'obligation d'application de la présente convention collective à l'établissement concerné ;
- par accord d'entreprise, un régime de prévoyance plus favorable pourra être mis au point avec éventuellement une répartition de la cotisation globale entre l'employeur et les salariés. »

Article 2

Les dispositions de l'article 11.1.3.2 sont modifiées comme suit :

« Pendant 45 jours calendaires, il recevra la rémunération qu'il aurait perçue s'il avait continué à travailler.

Pendant les 30 jours suivants, il recevra les 3/4 de cette même rémunération.

Le premier temps d'indemnisation sera augmenté de 15 jours par période entière de 5 ans d'ancienneté.

Le deuxième temps d'indemnisation (30 jours) sera augmenté de 10 jours par période de même durée. »

Les dispositions de l'article 11.1.3.3 sont rédigées comme suit :

« Les garanties accordées ci-dessus incluent les allocations que l'intéressé perçoit :

- d'une part, des caisses de sécurité sociale, à l'exclusion des majorations pour 3 enfants pendant la période d'indemnisation à 75 % ;
- d'autre part, des caisses complémentaires, mais en ne retenant dans ce cas que la part des prestations résultant de versements patronaux. »

Il est ajouté à la fin de l'article 11.1.3.3 les termes suivants :

« Sans préjudice des dispositions plus favorables résultant d'un accord d'entreprise, ces indemnités ou prestations sont retenues pour leur montant avant précompte des contributions sociales et impositions de toute nature, applicable, le cas échéant, sur lesdites indemnités ou prestations et mises à la charge du salarié par la loi. »

Article 3

Le présent avenant entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2006.

Article 4

Les parties signataires s'engagent à demander l'extension du présent avenant.

Article 5

Le présent avenant est fait en nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des parties signataires et dépôt aux secrétariats-greffes des conseils de prud'hommes de Valenciennes et de Cambrai prévu par l'article L. 132-10 du code du travail.

Les parties signataires s'engagent également à déposer le présent avenant à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Valenciennes.

Fait à Valenciennes, le 1^{er} juillet 2005.

(Suivent les signatures.)